



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et
de l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°61 –
7 juin 2016

Les militants interviennent et informent Combattre pour le socialisme

Intervention du représentant du courant Front unique au Congrès national du SNUIPP, syndicat de la FSU des enseignants des écoles (Rodez, le 7 juin 2016)

Le gouvernement Hollande-Valls-Macron est bien déterminé à imposer la liquidation du code du travail.

Pour lui, tous les moyens sont bons : avec l'état d'urgence, il bafoue les libertés démocratiques, en restreignant la liberté de manifester. Il utilise le 49-3 pour faire adopter sa loi. Et surtout, il fait de la répression policière une méthode de gouvernement. Hier, il était responsable de la mort de Rémi Fraisse, aujourd'hui c'est par dizaines que des manifestants sont blessés, certains gravement, et que d'autres sont raflés et condamnés arbitrairement.

Face à ce gouvernement, qui a clairement dit qu'il ne reculerait pas, qui peut croire qu'il serait possible de le vaincre sans l'affronter ?

Qui peut croire que c'est par le dialogue avec lui ou par une votation (remise à Hollande ! *On croit rêver !*) qu'il serait possible d'obtenir gain de cause ?

Et que penser quand *Le Monde* informe, sans être démenti, « Depuis le 30 mai, une évolution notable s'est produite à la CGT : Philippe Martinez ne fait plus du retrait du projet de loi un préalable » ? Martinez ajoute même que « Si le gouvernement, demain, dit : on discute, il n'y a plus de grève. Que chacun prenne ses responsabilités. ». Il a déclaré par ailleurs : « Il n'est pas question de bloquer l'Euro... » ! Jean-Claude Mailly et Bernadette Groison sont sur la même longueur d'onde. Tous en appellent à Hollande et à Valls pour ouvrir des négociations.

Pour les travailleurs qui combattent pour imposer le retrait intégral de la loi travail, n'est-ce pas un coup de poignard dans le dos ?

Si le gouvernement, grâce à cette orientation de soumission, parvient à faire adopter définitivement sa loi, les dirigeants des confédérations CGT et FO, et ceux de la FSU, en porteront la responsabilité majeure.

Ils ont refusé d'appeler à une manifestation centrale à l'Assemblée nationale, au moment où le projet de loi y était présenté, comme l'avait proposé, en vain, le courant Front unique au bureau national de la FSU, le 4 avril.

Et c'est justement parce que cette manifestation n'a pas été convoquée que le gouvernement a considéré qu'il avait les moyens de faire passer sa loi en utilisant le 49-3.

Aujourd'hui, alors que la situation est beaucoup moins favorable, CGT, FO, FSU se décident à appeler à une manifestation nationale à Paris, le 14 juin, au moment où la loi est examinée par le Sénat ; Sénat où siège une majorité Les Républicains/UDI qui veut aggraver la loi El Khomri.

Il faut le dire clairement : le 14 juin, c'est à l'Assemblée nationale, où siège une majorité PS-PCF qui a été élue pour en finir avec la politique de Sarkozy, qu'il faut convoquer cette manifestation, pour concentrer les forces qui permettraient d'imposer à cette majorité, le retrait de la loi Travail.

Et il faut le dire clairement : seule une manifestation massive, de plusieurs centaines de milliers, à l'Assemblée, pourrait inverser le cours des choses. Ce qui implique que les directions syndicales mettent tout en œuvre pour organiser la montée en masse à Paris.

Et bien sûr, face à la répression policière que le gouvernement n'hésitera pas une nouvelle fois à utiliser, il est de la responsabilité des dirigeants CGT, FO, FSU d'organiser la défense des manifestations contre la police et d'assurer pleinement la protection des travailleurs et des jeunes.

C'est en ce sens que notre congrès doit s'adresser, sans attendre, aux dirigeants de la CGT, de FO et de la FSU.



Prenez contact !

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr